

Écrit par NPA

Mercredi, 22 Mai 2019 19:27 - Mis à jour Mardi, 17 Septembre 2019 22:51

La mobilisation lyonnaise commencera dès le vendredi 24 mai avec le collectif Youth for Climate Lyon dont la prochaine grande action sera de répondre à l'appel à la grève internationale des jeunes pour le climat lancé par Greta Thunberg. La précédente grève internationale avait réuni plus de 15 000 jeunes Lyonnais.e.s et plus de 1,7 million de personnes à travers le monde. L'appel à la grève se double d'une invitation à une grande manifestation dont le départ aura lieu place Bellecour à 14h et qui finira vers 17h au Parc Sergent Blandan (le lieu d'arrivée n'est pas encore certain). Cette manifestation aura pour mot d'ordre : "6ème extinction, toutes et tous en action !" et sera dédiée à l'extinction des espèces animales et végétales dues aux activités humaines et au dérèglement climatique.

Le samedi 25 mai, lendemain de la grève climatique mondiale, comme de nombreuses villes de France, Lyon se mobilisera massivement pour dénoncer l'urgence climatique. Cette marche climat organisée par le collectif "Lyon Climat" se fera derrière le mot d'ordre : "Solidarité globale : résistances locales". De nombreuses associations de solidarité internationale ou locale se joignent au cortège pour l'occasion. Le départ sera donné de la Manufacture des Tabacs à 15h et l'arrivée est prévue à 16h30 sur les Berges du Rhône au niveau du Pont de la Guillotière. Un village associatif est prévu à l'arrivée.

Le NPA organise un cortège dans la Marche climat : rejoignez-nous à partir de 14h30 à la sortie de la station de métro Sans Souci

Contribution de la Commission Nationale Ecologie du NPA : Une révolution énergétique à accomplir

À l'échelle mondiale, il ne reste que dix ans pour réduire de 58% les émissions de gaz à effet de serre. Les principaux pays d'Europe qui ont fondé leur développement sur le charbon, le gaz et le pétrole, sont parmi les premiers responsables de la catastrophe et doivent de toute urgence s'acquitter de cette « dette écologique » en réduisant drastiquement l'utilisation des énergies fossiles.

Quant à la France, sous la pression de l'industrie nucléaire et pétrolière, elle a un bilan énergétique figé sur un schéma aujourd'hui dépassé dans la plupart des pays européens : 67% d'origine fossile, 23% d'électricité (nucléaire, hydraulique), 10% de renouvelable (thermiques et déchets).

C'est dire l'ampleur de la révolution énergétique à accomplir.

Aujourd'hui, le marché libéralisé de l'énergie est livré aux...

intérêts concurrentiels des groupes capitalistes du secteur, pour la plus grande satisfaction des

actionnaires – EDF a versé aux siens 1,3 milliard d'euros en 2017, plus de 20 milliards en 10 ans. Il faut rompre avec la dictature des marchés imposée par les institutions européennes.

Un plan d'urgence énergétique

La première nécessité est l'expropriation et la socialisation du secteur de l'énergie et de la finance, pour reprendre la main, décider et mettre en œuvre un plan d'urgence énergétique européen pour 100% d'énergie renouvelable, évidemment sans nucléaire. Dans un service public de l'énergie, à la fois décentralisé et coordonné à l'échelle européenne, la concurrence doit céder la place à la coopération. C'est indispensable, mais pas suffisant. L'énergie la moins polluante et la moins chère, sans aucun effet de serre, est celle qu'on ne consomme pas. Les économies et l'efficacité énergétique peuvent et doivent être améliorées, avec un programme public d'isolation des bâtiments, des logements à énergie positive...

Mais une question est incontournable, celle que ne poseront jamais les capitalistes : il faut réduire la production de marchandises et les transports. C'est possible, en vivant touTEs mieux !

Commençons par supprimer les productions inutiles et dangereuses comme l'armement, par interdire la publicité, par mettre fin à l'obsolescence programmée... Arrêtons tous les projets inutiles, voire nuisibles, imposés aux populations, tous climaticides et destructeurs de biodiversité. Développer les circuits courts pour les productions industrielles et agricoles et prioriser le fret ferroviaire pour ce qui reste à transporter, permet de supprimer les transports de marchandises dont la seule fonction est de mettre en concurrence les salariéEs. Pour mettre vraiment fin au tout-automobile, au lieu de pénaliser les plus pauvres avec des taxes injustes, il faut généraliser les transports collectifs publics urbains et péri-urbains gratuits.

Changer le système, pas le climat

L'agriculture industrielle productiviste, soutenue par la politique agricole commune (agrandissement, agriculture « high tech »...), est l'une des causes majeures de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de la perte de biodiversité, de la pollution de l'eau et des sols, d'une alimentation de mauvaise qualité, des mauvaises conditions de vie et de travail des paysanEs et des salariéEs de l'agro-industrie. La solution n'est ni dans la fermeture des frontières ni dans l'exportation, mais dans une agriculture

Écrit par NPA

Mercredi, 22 Mai 2019 19:27 - Mis à jour Mardi, 17 Septembre 2019 22:51

paysanne et écologique commune, qui permettrait de nourrir sainement et suffisamment les populations, aux paysanEs de vivre et de travailler correctement et qui lutterait contre le changement climatique tout en prenant soin de la terre et du vivant. Immédiatement l'Union européenne doit interdire tous les OGM et mettre fin sans délais à la production et à l'utilisation des pesticides et autres « phytosanitaires », à l'élevage industriel...

« Changer le système, pas le climat » clament les jeunes dans les rues d'Europe et d'ailleurs. Oui, changer pour une société où l'on produit moins mais partage plus, où la gratuité pour les besoins de base – eau, énergie, transports... – assure l'égalité.

Une société où l'on travaille moins – en réduisant massivement le temps de travail – mais où on travaille mieux pour prendre soin des humains et de l'ensemble du vivant, pour produire non pas des marchandises mais ce qui est utile, bon et beau.

Une société où la démocratie est réelle, vivante, directe et permet de décider, à tous les échelons, dans le quartier et le lieu de travail, nationalement et à l'échelle européenne...

Une révolution énergétique à accomplir

À l'échelle mondiale, il ne reste que dix ans pour réduire de 58% les émissions de gaz à effet de serre. Les principaux pays d'Europe qui ont fondé leur développement sur le charbon, le gaz et le pétrole, sont parmi les premiers responsables de la catastrophe et doivent de toute urgence s'acquitter de cette « dette écologique » en réduisant drastiquement l'utilisation des énergies fossiles.

Quant à la France, sous la pression de l'industrie nucléaire et pétrolière, elle a un bilan énergétique figé sur un schéma aujourd'hui dépassé dans la plupart des pays européens : 67% d'origine fossile, 23% d'électricité (nucléaire, hydraulique), 10% de renouvelable (thermiques et déchets).

C'est dire l'ampleur de la révolution énergétique à accomplir.

Aujourd'hui, le marché libéralisé de l'énergie est livré aux intérêts concurrentiels des groupes capitalistes du secteur, pour la plus grande satisfaction des actionnaires – EDF a versé aux siens 1,3 milliard d'euros en 2017, plus de 20 milliards en 10 ans. Il faut rompre avec la dictature des marchés imposée par les institutions européennes.

Un plan d'urgence énergétique

La première nécessité est l'expropriation et la socialisation du secteur de l'énergie et de la finance, pour reprendre la main, décider et mettre en œuvre un plan d'urgence énergétique européen pour 100% d'énergie renouvelable, évidemment sans nucléaire. Dans un service public de l'énergie, à la fois décentralisé et coordonné à l'échelle européenne, la concurrence doit céder la place à la coopération. C'est indispensable, mais pas suffisant. L'énergie la moins polluante et la moins chère, sans aucun effet de serre, est celle qu'on ne consomme pas. Les économies et l'efficacité énergétique peuvent et doivent être améliorées, avec un programme public d'isolation des bâtiments, des logements à énergie positive...

Mais une question est incontournable, celle que ne poseront jamais les capitalistes : il faut réduire la production de marchandises et les transports. C'est possible, en vivant touTEs mieux !

Écrit par NPA

Mercredi, 22 Mai 2019 19:27 - Mis à jour Mardi, 17 Septembre 2019 22:51

Commençons par supprimer les productions inutiles et dangereuses comme l'armement, par interdire la publicité, par mettre fin à l'obsolescence programmée... Arrêtons tous les projets inutiles, voire nuisibles, imposés aux populations, tous climaticides et destructeurs de biodiversité. Développer les circuits courts pour les productions industrielles et agricoles et prioriser le fret ferroviaire pour ce qui reste à transporter, permet de supprimer les transports de marchandises dont la seule fonction est de mettre en concurrence les salariéEs. Pour mettre vraiment fin au tout-automobile, au lieu de pénaliser les plus pauvres avec des taxes injustes, il faut généraliser les transports collectifs publics urbains et péri-urbains gratuits.

Changer le système, pas le climat

L'agriculture industrielle productiviste, soutenue par la politique agricole commune (agrandissement, agriculture « high tech »...), est l'une des causes majeures de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de la perte de biodiversité, de la pollution de l'eau et des sols, d'une alimentation de mauvaise qualité, des mauvaises conditions de vie et de travail des paysanEs et des salariéEs de l'agro-industrie. La solution n'est ni dans la fermeture des frontières ni dans l'exportation, mais dans une agriculture paysanne et écologique commune, qui permettrait de nourrir sainement et suffisamment les populations, aux paysanEs de vivre et de travailler correctement et qui lutterait contre le changement climatique tout en prenant soin de la terre et du vivant. Immédiatement l'Union européenne doit interdire tous les OGM et mettre fin sans délais à la production et à l'utilisation des pesticides et autres « phytosanitaires », à l'élevage industriel...

« Changer le système, pas le climat » clament les jeunes dans les rues d'Europe et d'ailleurs. Oui, changer pour une société où l'on produit moins mais partage plus, où la gratuité pour les besoins de base – eau, énergie, transports... – assure l'égalité.

Une société où l'on travaille moins – en réduisant massivement le temps de travail – mais où on travaille mieux pour prendre soin des humains et de l'ensemble du vivant, pour produire non pas des marchandises mais ce qui est utile, bon et beau.

Une société où la démocratie est réelle, vivante, directe et permet de décider, à tous les échelons, dans le quartier et le lieu de travail, nationalement et à l'échelle européenne...